



© CC BY-SA 4.0A

ÉTUDE DE CAS

Avril 2025



**Premières réussites
birmanes**

TABLER DES MATIÈRES

LEXIQUE	3
INTRODUCTION	4
I. LA FORMATION D'UNE OPPOSITION	6
<i>1- Le National Unity Government, ses People's Defence Force et le Civil Disobedience Movement</i>	6
<i>2- L'appui essentiel des groupes ethniques résistants</i>	7
<i>3- La coordination comme clef du renforcement des capacités militaires et de renseignement</i>	7
II. LES AUTRES FACTEURS DÉCISIFS	9
<i>1- Les facteurs sociaux-économiques</i>	9
<i>2- Des actions de plaidoyer à l'international</i>	9
<i>3- Des défis internationaux qui restent à relever</i>	10
PERSPECTIVES POUR LA DUPLICATION : UN MODÈLE EXPORTABLE ?	12
SOURCES	13

LEXIQUE

- **AA:** Arakan Army
- **ABS'DF:** All Burma Students' Democratic Front
- **ASEAN:** Association of Southeast Asian Nations
- **C3C:** Central Command and Coordination Committee
- **CDM:** Civil Disobedience Movement
- **CNF:** Chin National Front
- **CRPH:** Committee Representing Pyidaungsu Hluttaw
- **GER:** Groupes Ethniques Résistants
- **ICWA:** Indian Council of World Affairs
- **J2C:** Joint Command and Coordination Committee
- **KIA:** Kachin Independence Army
- **KNPLF:** Karenni National People's Liberation Front
- **KNPP:** Karenni National Progressive Party
- **KNU:** Karen National Union
- **LDF:** Local Defence Forces
- **MNDAA:** Myanmar National Democratic Alliance Army
- **NLD:** National League for Democracy
- **NDAA:** National Defense Authorization Act
- **NUCC:** National Unity Consultative Council
- **NUG:** National Unity Government
- **ONU:** Organisation des Nations Unies
- **PaKhaPha/PDT:** People's Defence Teams
- **PDF:** People's Defense Forces
- **SAC:** State Administrative Council
- **Tatmadaw:** Armée birmane
- **TNLA:** Ta'ang National Liberation Army
- **UE:** Union européenne
- **ONU:** Organisation des Nations Unies
- **USA:** États-Unis d'Amérique

INTRODUCTION

Façonnée en tant qu'État-nation westphalien pendant près d'un siècle de colonisation britannique, la Birmanie est une mosaïque d'ethnies aux cultures distinctes. Pendant la colonisation, les Bamars, ethnie majoritaire, étaient directement administrés par la Couronne britannique, tandis que les minorités ethniques telles que les Shan, Chin, Kachin, Arakan, Mon, Karen et Karenni bénéficiaient d'une autonomie relative. Ces distinctions administratives ont pu accroître les tensions qui, dès l'indépendance obtenue en 1948, se sont cristallisées en oppositions marquées.

Le coup d'État de 1962, mené par le général Ne Win, a ensuite plongé le pays dans une série de régimes militaires répressifs. Ce cycle d'autoritarisme a persisté jusqu'à la Révolution de Safran en 2007, une contestation marquante mais insuffisante pour démanteler durablement le pouvoir militaire. Bien que la Constitution de 2008 ait promis certaines réformes, elle garantissait aussi à l'armée un quart des sièges parlementaires ainsi que le contrôle de ministères clés, empêchant toute véritable transition vers un système fédéral et maintenant la question ethnique dans l'impasse.

L'élection semi-démocratique de 2010 a constitué un progrès, avec de surcroît la libération de prisonniers politiques et des accords de cessez-le-feu signés avec les Groupes Ethniques Résistants. La période 2010-2016 fut marquée par des réformes significatives : ouverture des médias, légalisation des syndicats, lutte contre la corruption et progrès dans les négociations de paix.

Les élections de 2016 ont confirmé cette tendance en ayant, pour la première fois depuis l'indépendance du pays, permis à un gouvernement civil dirigé par la lauréate du prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi de prendre les rênes du pouvoir. Toutefois, cette dynamique fut brutalement interrompue par le coup d'État militaire du 1^{er} février 2021, instaurant un régime autoritaire sous l'égide du *State Administrative Council* (SAC), renouant avec les pratiques de répression violente et annihilant les avancées précédentes après avoir renversé le gouvernement démocratiquement élu de la *National League for Democracy* (NLD).

Cependant, depuis un an, la junte militaire en Birmanie semble traverser une phase d'affaiblissement significatif. Cet affaiblissement se manifeste sur plusieurs fronts – militaire, économique et diplomatique – rendant possible un premier bilan des avancées des opposants, organisée principalement autour du *National Unity Government* (NUG), gouvernement d'opposition formé pour répondre à la prise de pouvoir de l'armée.

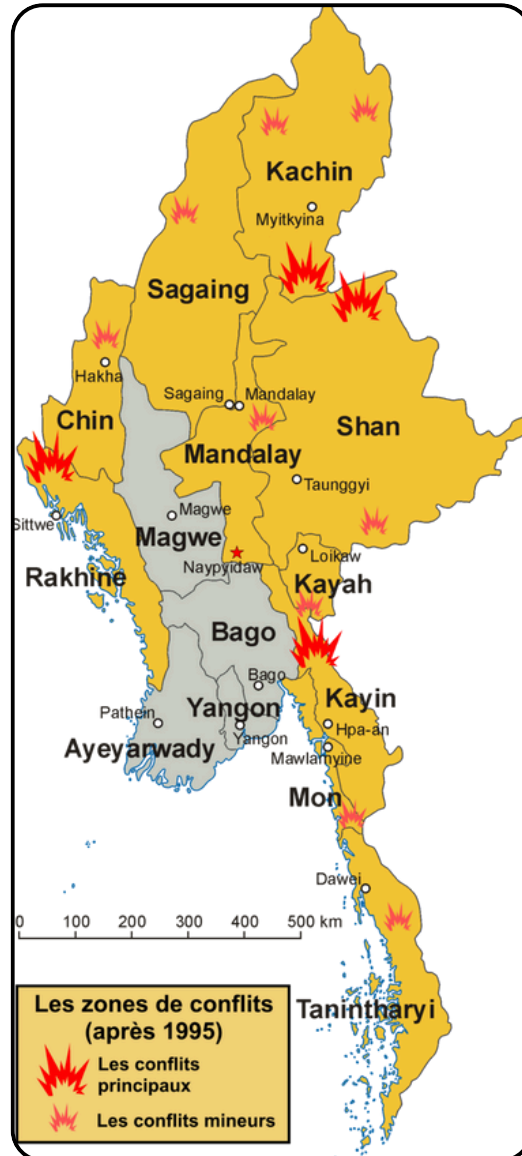
Les Groupes Ethniques Résistants (GER), historiquement implantés dans le pays et en opposition au pouvoir central, avaient signé des accords de cessez-le-feu durant la phase de démocratisation de la Birmanie. Cependant, face à la répression accrue de la junte, des GER tels que la *Ta'ang National Liberation Army* (TNLA), la *Myanmar National Democratic Alliance Army* (MNDAA), la *Kachin Independence Army* (KIA) et l'*Arakan Army* (AA)¹ ont repris les

¹ Ces quatre GER ont eu, à certains moments, des relations prospères avec la junte au pouvoir et leur tournant vers le mouvement pro-démocratie est un marqueur important dans le contexte birman.

hostilités et réalisé des percées significatives, jusqu'à contrôler dorénavant environ les deux tiers du territoire birman, révélant les faiblesses opérationnelles de la « Tatmadaw ».² Malgré sa capacité de répression, la junte se trouve aujourd'hui confrontée à une résistance tenace et à une conjoncture de plus en plus fragile.

Cette étude explore les causes de cet affaiblissement et les stratégies qui ont permis à l'opposition de s'imposer progressivement.

Pourquoi et comment la junte, malgré sa puissance historique, a-t-elle perdu autant de terrain face à l'opposition ?



2 Nom de l'armée birmane

I. LA FORMATION D'UNE OPPOSITION

1 - *Le National Unity Government, ses People's Defence Force et le Civil Disobedience Movement*

Dès le lendemain du coup d'État du 1er février 2021, le personnel soignant a été à l'avant-garde de la contestation contre la junte. Par leur refus de se rendre sur leur lieu de travail, ils ont marqué le premier geste de désobéissance civile en signe d'opposition à la reprise du pouvoir par les militaires. Sous l'impulsion des leaders de la National League for Democracy (NLD),³ la population birmane a été appelée à participer à des manifestations pacifiques, rappelant le Civil Disobedience Movement (CDM) de Mahatma Gandhi.

Les slogans « CDM » et « Don't go to office, break away » ont rapidement pris de l'ampleur dans les rues. Cependant, la répression violente n'a pas tardé : « Au moins 252 attaques ont été perpétrées contre des travailleurs de la santé et des installations médicales, faisant 25 morts au 31 juillet 2021 ». En 2 mois de manifestations, la répression cause la mort de 700 civils, l'armée tirant à balles réelles dans la foule.

Pensant pouvoir réprimer toute velléité de résistance par un climat de terreur, la Tatmadaw a au contraire alimenté un profond sentiment d'injustice, qui a accéléré la formation des People's Defence Forces (PDF). Ce terme regroupe divers groupes armés, notamment les PDF elles-mêmes, les Local Defence Forces (LDF)⁴ et les People's

Defence Teams (PaKhaPha/PDT).⁵ Leurs effectifs, estimés entre 65 000 et 100 000 membres, représentent une force croissante de contestation armée.

Le 5 février 2021, en réaction directe au coup d'État, le Committee Representing Pyidaungsu Hluttaw (CRPH) a été formé par des députés de la NLD pour assurer la continuité des affaires parlementaires. Cette initiative a abouti, le 16 avril 2021, à la création du NUG, qui s'est affirmé comme un gouvernement parallèle, initialement en exil, capable de coordonner l'opposition.

Le NUG, composé d'anciens élus de 2020, a initialement suscité des critiques concernant son manque de représentation ethnique et communautaire. Afin de pallier ces déficiences, des mesures ont été prises, notamment la nomination, en novembre 2023, de Aung Kyaw Moe,⁶ figure de la communauté Rohingya, renforçant la diversité et la légitimité du gouvernement.

Pour financer ses opérations, le NUG a introduit la « Spring's lottery », équivalente à des bons du trésor révolutionnaires, facilités par des canaux numériques comme KBZ Pay, principal système de paiement mobile du pays. Le NUG a même développé des alternatives telles que NUG Pay⁷ et la Spring Development Bank, une crypto-banque située à l'étranger, bien que le succès de ces initiatives ait été variable.

La légitimité du NUG repose sur un projet

³ Parti pro-démocratie au pouvoir, incarné par la Prix Nobel Aung San Suu Kyi, lors de la parenthèse démocratique entre 2016 et 2021.

⁴ Milices locales qui opèrent de manière autonome et qui poursuivent souvent leurs propres missions, distinctes de celles des NUG.

⁵ Les PDT sont des unités de guérilla localisées, formées à des fins de défense et de sécurité locales.

⁶ Vice-ministre au Droits de l'Homme.

⁷ Le système - NUGPay a facilité les dons de l'étranger, mais son usage à l'intérieur de la Birmanie a été limité par des coupures d'internet fréquentes et des sanctions sévères pour possession de l'application.

politique ambitieux : la formation du National Unity Consultative Council (NUCC), regroupant divers groupes ethniques pour envisager une future fédération démocratique. Bien que le NUCC ait rencontré de nombreux obstacles, un renouveau des discussions a eu lieu en août 2024 pour avancer sur un projet constitutionnel, encore en chantier.

Toutefois, ces avancées n'auraient pas été possibles sans le soutien des GER, qui, aux côtés des PDF, du NUG et du CDM majoritairement bamar (ethnie majoritaire en Birmanie), forment l'ossature de la résistance.

2- L'appui essentiel des groupes ethniques résistants

L'existence des GER en Birmanie remonte à l'indépendance, lorsqu'ils ont pris les armes contre le pouvoir central, dominé par les Bamars et associé au bouddhisme. Certains GER historiques ont toutefois modifié leur doctrine indépendantiste au fil des décennies. Un exemple frappant est celui du Karenni National Progressive Party (KNPP), actif depuis 1957, qui, dès la fin des années 2000, a délaissé ses ambitions d'indépendance pour embrasser la cause d'une démocratie fédérale.

Par ailleurs, la TNLA et la KIA, autrefois plus conciliantes envers la Tatmadaw, ont été positivement marquées par l'époque de la parenthèse démocratique. Ce constat les a incitées à soutenir activement le NUG et ses PDF après le coup d'État.

Le coup d'État a également favorisé l'émergence d'une coordination sans précédent entre la nouvelle résistance

Bamar (NUG, PDF et CDM) et les GER : les PDF opèrent sous la supervision du Central Command and Coordination Committee (C3C), structure conjointe créée par le NUG en octobre 2021, regroupant le NUG et ses alliés, notamment la KIA, le KNPP, le Chin National Front (CNF) et l'All Burma Students' Democratic Front (ABS'DF). En parallèle, des discussions avec la Karen National Union (KNU), non membre du C3C, ont abouti à la formation du J2C, chargé de coordonner les opérations dans la zone sud-est sous influence KNU. Bien que le C3C et le J2C restent des entités distinctes, le NUG en est le pivot central.

Les divisions internes aux communautés ethniques, autrefois profondes, tendent à s'estomper. Dans le sud-est, le KNPP a vu le Karenni National People's Liberation Front (KNPLF), jadis allié de la junte, rejoindre les rangs de l'opposition. De même, dans l'ouest, le CNF et sa rivale historique, la Chin Brotherhood, ont réussi à conclure un accord de reconnaissance mutuelle au service de la résistance.

3- La coordination comme clef du renforcement des capacités militaires et de renseignements

Depuis le début de l'opération « 1027 », lancée le 27 octobre 2023 par la Three Brotherhood Alliance (3BA), le SAC a enregistré des pertes opérationnelles significatives. Et le renouveau de cette offensive, entamé le 25 juin 2024, a permis des avancées supplémentaires marquées par une coordination étroite et améliorée avec le NUG.

C'est aussi cette coordination efficace entre les différents acteurs de la résistance qui a

8 Alliance de GER appuyée par des PDF qui rassemble la MNDAA, la TNLA et l'AA.

permis aux PDF de progresser : que ce soit aux côtés de la TNLA dans la région de Mandalay ou avec la KIA dans la région de Sagaing, les PDF se sont affirmées comme un élément important des forces résistantes armées.

L'incapacité de la junte à contrer l'avancée des GER est manifeste : la TNLA, les PDF et la MNDAA ont réalisé des percées territoriales majeures. Fait inédit depuis l'indépendance de la Birmanie en 1948, l'un des quatorze Quartiers Généraux de Commandement Régional (QGCR) a été capturé par la MNDAA, illustrant la supériorité opérationnelle des GER dans la région du Nord-Shan. En outre, les PDF et la TNLA ont progressé plus au sud, jusqu'à proximité de Mandalay, la deuxième ville du pays et ancienne capitale royale. Plus récemment, c'est l'AA qui s'est emparée d'un second QGCR dans le canton d'Ann, dans l'État d'Arakan au sud-ouest du pays.

En parallèle, l'opposition a mené une stratégie intelligente pour cibler les points névralgiques de l'économie birmane, stratégie qui commence à porter ses fruits.

Le SAC a ainsi perdu le contrôle de sites importants tels que les mines de rubis de Mogok, la mine de nickel de Tagaung, les mines d'or de Singu, plusieurs champs pétroliers dans la région de Magway, et les mines de jade de Hpakant. De surcroît, l'AA s'est emparée non seulement du canton de Thandwe, où se trouve Ngapali, l'une des stations balnéaires les plus prisées de Birmanie, mais également de la plupart des infrastructures entourant le gazoduc chinois, crucial pour les importations chinoises en pétrole en contournant le détroit de Malacca, ainsi que pour l'accès aux hydrocarbures du golfe du Bengale.

Le NUG, quant à lui, a mis en place un service de renseignement sophistiqué et organisé, qui s'est révélé essentiel dans sa lutte contre la junte. Doté de plusieurs départements, y compris une branche de renseignement militaire et un projet de contre-espionnage baptisé « Watermelon », ce service surveille activement les mouvements de l'armée du régime et infiltre des agents au sein des structures du SAC. L'alliance entre ce réseau de renseignement et les GER a permis au NUG de solidifier ses positions et d'améliorer la coordination de ses opérations contre le régime.



Vuk Valcic / SOPA Images / Sipa USA via Reuters

II. LES AUTRES FACTEURS DÉCISIFS

1- *Les facteurs sociaux-économiques*

La junte, sur le reculoir à cause des actions du NUG, multiplie les décisions hâtives et les erreurs stratégiques tant d'un point de vue militaire que politique. L'un des signes les plus probants de l'affaiblissement de la junte a été l'annonce de la conscription obligatoire pour tous les hommes de 18 à 35 ans et toutes les femmes de 18 à 27 ans. Cette mesure a provoqué une vague d'émigration de jeunes Birmans désireux d'échapper à l'enrôlement forcé, sans pour autant disposer des moyens financiers pour corrompre les autorités et se soustraire à cette obligation. Sur le plan symbolique, cette décision est catastrophique pour la junte : elle constitue un aveu explicite de son incapacité à maintenir ses forces armées dans leur état actuel.

Stratégiquement, la NUG a réussi à en faire une mesure contre-productive, facilitant le recrutement des réfractaires par les PDF.

Depuis le coup d'État de février 2021, l'économie birmane a connu un déclin marqué, avec une baisse du PIB de 10%. Le kyat birman, monnaie nationale, a perdu plus de la moitié de sa valeur, et l'inflation atteint des niveaux alarmants. Pour sauvegarder ses réserves de devises étrangères, la junte a imposé des

contrôles stricts, incitant les entreprises à utiliser des méthodes de troc plutôt que des transactions monétaires dans le cadre des opérations commerciales internationales.

Les conditions de vie dans les centres urbains se détériorent rapidement, facilitant à terme les conditions d'un soulèvement populaire d'ampleur coordonné par le NUG. « La véritable menace pour la stabilité du régime dans les zones urbaines provient probablement du désespoir économique et de la baisse du niveau de vie, qui a été l'un des principaux facteurs à l'origine des manifestations de la révolution de safran en 2007. ».

2- *Des actions de plaidoyer à l'international*

A l'international, le NUG a réussi à démontrer sa légitimité, se faisant reconnaître par différents acteurs internationaux peu après le coup d'État. En octobre 2021, le Sénat français, indépendamment du gouvernement, a reconnu publiquement le NUG et le CRPH comme les représentants légitimes de la Birmanie. Cette reconnaissance a été suivie par le Parlement européen, qui, en décembre 2022, a invité le ministre du NUG, Aung

Myo Min, à participer à des réunions officielles. La même année, en novembre, le NUG a été autorisé à ouvrir un bureau de représentation diplomatique à Washington, DC. En décembre, la Chambre des représentants des États-Unis a adopté une loi d'autorisation de la défense nationale prévoyant une assistance non militaire aux GER et aux PDF en Birmanie.

Depuis 2022, les États-Unis ont accru leurs efforts pour soutenir la résistance et exercer une pression accrue sur la junte militaire. En décembre 2022, le président Biden a signé le BURMA Act, inclus dans le National Defense Authorization Act 2023 (NDAA). Cette loi impose de nouvelles sanctions obligatoires contre les hauts responsables militaires et les entreprises liées à la junte, notamment celles actives dans les secteurs stratégiques comme l'extraction de ressources. Ces sanctions visent aussi à geler les avoirs aux États-Unis, restreindre les transactions financières et limiter l'exportation de technologies sensibles vers la Birmanie.

En parallèle, le BURMA Act prévoit une augmentation de l'aide humanitaire et un soutien financier pour l'achat de matériel non létal destiné aux forces de résistance, telles que le NUG et les PDF.

Les États-Unis ont également intensifié la coordination internationale, incitant l'ONU à renforcer ses actions pour soutenir la démocratie et les droits humains en Birmanie. En outre, ils ont annoncé de nouvelles sanctions en juin 2023, ciblant les banques contrôlées par la junte afin de réduire ses ressources financières. Toutes ces mesures ont été prolongées par la nouvelle administration Trump, garantissant une continuité. Au sein de l'ONU, l'ambassadeur représentant la

Birmanie demeure celui qu'a nommé l'ancien gouvernement démocratique de la NLD. Reconduit plusieurs fois par la Présidence de l'Assemblée Générale de l'ONU à la suite de bras de fer avec la junte, il continue à plaider en faveur du peuple de la Birmanie.

Enfin, depuis le coup d'État de février 2021, l'Union européenne (UE) a adopté des séries de sanctions graduelles contre la junte et ses partisans. Ces mesures incluent un embargo sur les armes, l'interdiction d'exportation de biens à double usage susceptibles de servir à la répression, et des restrictions sur la coopération militaire. En outre, l'UE a gelé les avoirs et interdit de voyage de nombreux responsables militaires, membres du gouvernement et entités associées à l'armée. Ces sanctions ont été étendues pour inclure des entreprises privées fournissant des ressources au régime, ainsi que des responsables impliqués dans de graves violations des droits humains. Dans ce contexte, Zin Mar Aung, ministre des Affaires étrangères du NUG, a effectué en décembre 2022 une visite à Bruxelles, en marge du sommet UE-ASEAN.

3- Des défis internationaux qui restent à relever

Les pays de la sous-région, encore réunis lors du sommet de l'ASEAN n'ont, une fois de plus, abouti à aucun progrès concret ni consensus pour résoudre la crise birmane.

Le dernier pilier sur lequel repose la junte reste son alliée du nord-est : la Chine. Privilégiant une relation transparente et proche avec le régime militaire birman, la Chine craint la victoire d'une opposition susceptible de menacer ses intérêts

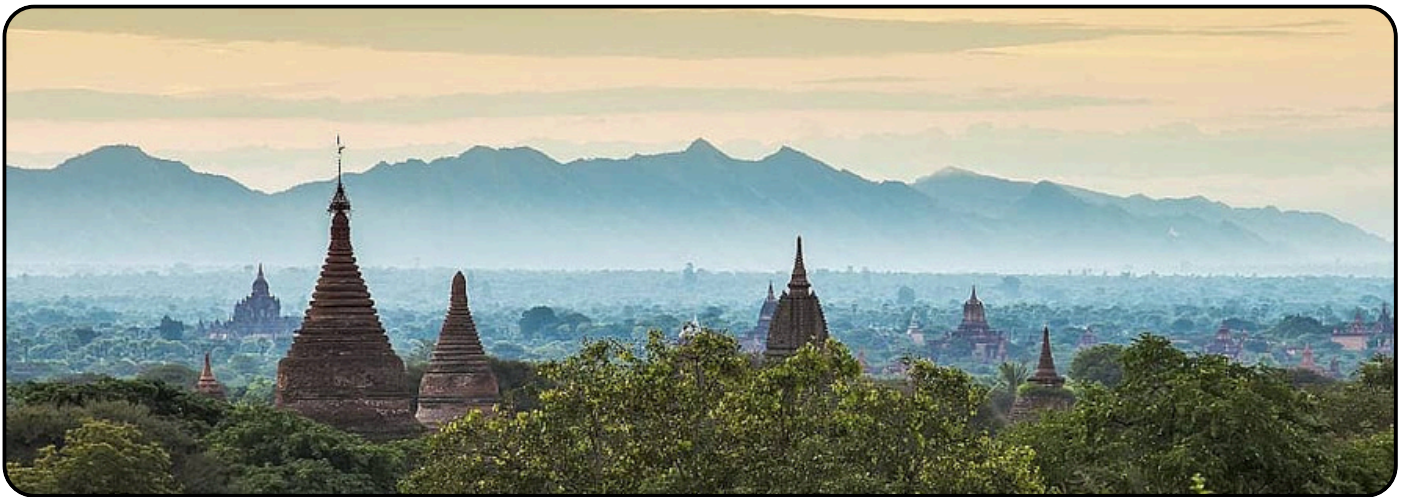
9 Qui se tenait à Vientiane (Laos) du 6 au 11 octobre 2024

stratégiques dans le golfe du Bengale.

Alors que la Chine se présentait auparavant comme un médiateur potentiel, elle semble désormais avoir pris position de façon plus marquée, à la fois pour protéger ses intérêts et par crainte d'une influence occidentale croissante via le NUG. Dans cette optique, elle continue de fournir à la junte des munitions et des équipements militaires.

En parallèle, la junte cherche à renforcer ses liens avec une autre puissance peu démocratique, la Russie, notamment en sollicitant la reconnaissance des forces de l'opposition comme étant « terroristes » afin de légitimer une intervention militaire plus directe.

A l'inverse, le NUG est en contact avec le Bangladesh et son nouveau Premier ministre (Muhammad Yunus) pour explorer les conditions d'une future collaboration. Sur des questions telles que la crise des Rohingyas et une médiation internationale, le Bangladesh pourrait devenir un partenaire influent pour l'opposition birmane. De son côté, l'Inde semble assouplir sa politique traditionnelle de dialogue exclusif avec la junte. Des représentants de l'opposition, y compris le NUG, ont participé à un séminaire prévu pour mi-novembre sur le thème « Constitutionalism and Federalism », organisé par l'Indian Council on World Affairs (ICWA), organisme soutenu par le gouvernement indien.



@DR

1.

En premier lieu, la formation du NUG, en tant que figure de proue d'une résistance unifiée, symbolise la réponse à la violence et à l'oppression imposées par la Tatmadaw. Quoiqu'une existence historique de GER en Birmanie ne peut être niée, ces GER souffraient de leurs pluralités, de leurs divisions tant géographiques (la junte se situe dans le cœur du pays et bloquait les possibilités de jointures) qu'idéologiques. Toutefois, la conjecture n'est plus la même et la capacité du NUG à s'appuyer sur les PDF et à nouer des alliances stratégiques avec les GER a été cruciale dans la contestation de la domination militaire. Politiquement, le NUG a été vecteur d'espoir et d'union et a contribué à donner à cette révolution une légitimité démocratique à l'international.

2.

Sur le plan militaire, l'adoption d'une stratégie coordonnée, sous l'égide de structures comme le C3C et le J2C, a permis aux forces résistantes d'obtenir des succès notables, exposant les défaillances tactiques de la junte. L'intégration de services de renseignement sophistiqués, tels que le projet « Watermelon », a renforcé l'efficacité de l'opposition, permettant une anticipation des mouvements ennemis et une meilleure planification des opérations.

3.

La capacité de l'opposition à s'emparer des **positions économiquement stratégiques de la junte**, et la perte de ressources essentielles pour celle-ci, illustrent la fragilité de la Tatmadaw face à une opposition qui gagne en confiance. Les réactions de la junte, au lieu de consolider sa position, ont amplifié le rejet populaire et offert un terreau fertile pour le recrutement des PDF et la mise en place des conditions d'un soulèvement d'ampleur.

4.

Les actions de **relations publiques et de plaidoyer du NUG** ont permis des évolutions diplomatiques, tant au niveau de l'UE que des États-Unis, qui illustrent l'isolement grandissant de la junte et la légitimité accrue du NUG sur la scène internationale. Il reste cependant une grande marche d'amélioration sur l'aide internationale tant dans son intensité (fonds alloués trop insuffisant) que dans les modalités de distribution (trop tributaire de la junte, qui contrôle pourtant à peine un tiers du territoire). La scène régionale, dominée par la prudence calculée de la Chine et l'évolution des politiques de l'Inde et du Bangladesh, montre que le régime ne peut plus compter sur un soutien inconditionnel.

5.

En définitive, la résistance birmane offre un exemple unique d'une lutte multiforme et adaptée au contexte local, où l'unité et la capacité d'adaptation ont joué des rôles cruciaux. Si certaines stratégies sont difficilement transposables à d'autres contextes, la combinaison d'une résistance armée, d'une mobilisation civile et d'une légitimité reconnue internationalement constitue un modèle qui pourrait inspirer d'autres mouvements de libération sous des régimes autoritaires.

Sources

The Centrality of the Civil Disobedience Movement in Myanmar's Post-Coup Era, New Mandala.

En Birmanie, plus de 80 morts dans la répression d'une manifestation près de Rangoun, France 24, 11 avril 2021.

Understanding People's Defense Forces in Myanmar, United States Institute of Peace, novembre 2022.

With Conscription Law, Myanmar's Generals Are Digging Their Own Graves, The Irrawaddy.

Myanmar's NUG Bank, Radio Free Asia, 22 juillet 2023.

The Spy Who Came in From the NUG, Intelligence Online, 24 novembre 2023.

Junta Waging War on Myanmar's Doom-Loop Economy, Asia Times, juin 2024.

Myanmar's UN Ambassador Still in Post Nearly Three Years After Coup, Radio Free Asia, 21 septembre 2023.